

EXECUTIEVEN — EXÉCUTIFS

COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 84 — 1753

11 JUILLET 1984. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française fixant les règles suivant lesquelles est déterminée l'expérience utile visée à l'article 3, § 2, de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 1er mars 1984 portant certaines dispositions statutaires relatives aux fonctions spécialisées dans les services de l'Exécutif de la Communauté française

Nous, Exécutif de la Communauté française,

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 26 janvier 1982 portant règlement de son fonctionnement, tel que modifié;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 1er mars 1984 portant certaines dispositions statutaires relatives aux fonctions spécialisées dans les services de l'Exécutif de la Communauté française, notamment l'article 3, § 2;

Vu l'avis du Conseil de direction;

Vu l'avis du Comité de consultation syndicale des Services de l'Exécutif de la Communauté française;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi ordinaire du 9 août 1980;

Vu l'urgence motivée par la nécessité de procéder dans les délais les plus brefs au recrutement d'agents dans le cadre des fonctions spécialisées,

Arrêtons :

Article 1er. L'expérience utile visée à l'article 3, § 2, de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 1er mars 1984 portant certaines dispositions statutaires relatives aux fonctions spécialisées dans les Services de l'Exécutif de la Communauté française, est constituée :

1° Pour la fonction d'attaché au patrimoine culturel :

I. Licencié en histoire de l'art et archéologie

Par le temps passé :

a) dans une fonction administrative en relation directe avec la protection du patrimoine culturel;

b) en qualité de collaborateur scientifique à l'Administration du patrimoine culturel ou dans un établissement scientifique de la Communauté française ou de l'Etat;

c) dans un musée ou dans un établissement scientifique de la Communauté française ou de l'Etat, ou subventionné par eux et y avoir rempli une fonction de caractère muséologique ou éducatif;

d) dans un organisme de recherche appartenant à un pouvoir public ou subventionné par lui et y avoir rempli un mandat de recherche en relation directe avec la protection du patrimoine culturel;

e) à l'élaboration d'une thèse de doctorat en histoire de l'art et archéologie portant sur des problèmes de muséologie ou d'histoire de l'architecture, à condition d'être porteur du titre de docteur.

II. Ingénieur - architecte

Par le temps passé :

a) dans des activités en relation directe avec la protection du patrimoine culturel;

b) en qualité de collaborateur scientifique à l'Administration du patrimoine culturel ou dans un établissement scientifique de la Communauté française ou de l'Etat;

c) dans des travaux d'étude ou d'élaboration de projets consacrés à la protection du patrimoine culturel ou dans un établissement culturel et exécutés pour le compte de l'Administration du patrimoine culturel.

III. Architecte

Par le temps passé :

a) dans des activités en relation directe avec la protection du patrimoine culturel;

b) en qualité de collaborateur technique à l'Administration du patrimoine culturel ou dans un établissement scientifique de la Communauté française ou de l'Etat;

c) dans des travaux d'étude ou d'élaboration de projets consacrés à la protection du patrimoine culturel et exécutés pour le compte et avec l'accord de l'Administration du patrimoine culturel ou d'une autre administration.

L'expérience utile relative à cette fonction est prouvée par une attestation signée par le responsable de l'administration, de l'établissement ou de l'organisme où le candidat a presté ses services, à défaut par des publications ou réalisations spécifiques.

2° Pour la fonction d'attaché littéraire :

Par le temps passé :

a) en qualité de critique littéraire dans la presse parlée, écrite (quotidienne ou périodique) ou télévisée;

b) à la création littéraire;

c) à assurer des fonctions de direction d'un organisme littéraire de notoriété, reconnu ou subventionné par la Communauté française;

d) à l'élaboration d'une thèse de doctorat dans le domaine de la littérature à condition d'être porteur du titre de docteur.

Cette expérience utile est prouvée par une attestation signée par le responsable de ces organisations et ou par des publications ou des réalisations spécifiques.

3° Pour la fonction d'attaché théâtral :

Par le temps passé :

a) en qualité de critique théâtral dans la presse parlée, écrite (quotidienne ou périodique) ou télévisée;

b) à la création théâtrale;

c) à assurer des fonctions de direction d'une institution de promotion théâtrale de notoriété, reconnue ou subventionnée par la Communauté française;

d) à l'élaboration d'une thèse de doctorat dans le domaine théâtral, à condition d'être porteur du titre de docteur.

4° Pour la fonction d'attaché pour la promotion des arts plastiques :

Par le temps passé :

a) à l'exercice d'activités concernant les arts plastiques contemporains dans les organismes publics ou privés de notoriété, reconnus ou subventionnés par la Communauté française;

b) à des réalisations et à des publications consacrées aux arts plastiques de la période contemporaine.

Cette expérience utile est prouvée par une attestation signée par le responsable de ces organisations et ou par des publications ou des réalisations spécifiques.

5° Pour la fonction d'attaché pour la promotion musicale :

Par le temps passé :

a) en qualité de professeur de composition de fugue, de contrepoint ou d'analyse musicale dans un établissement d'enseignement musical à charge du budget de la Communauté française ou subventionné par elle;

b) dans l'exercice de responsabilités au niveau de la direction ou de la programmation musicale dans des organismes de notoriété ayant des activités continues ou saisonnières, dépendant, reconnus ou subventionnés par l'Etat ou la Communauté française;

c) comme critique musical dans la presse parlée, écrite (quotidienne ou périodique) ou télévisée;

d) à l'élaboration d'une thèse de doctorat en musicologie à condition d'être porteur du titre de docteur.

Cette expérience utile est prouvée par une attestation signée par le responsable de ces établissements ou organismes et ou par des publications ou des réalisations spécifiques.

6° Pour la fonction d'attaché pour la promotion cinématographique :

Par le temps passé :

a) à des activités en qualité de créateur professionnel du cinéma dans un service public ou dans des organismes privés de notoriété, reconnus ou subventionnés par la Communauté française;

b) en qualité de critique cinématographique dans la presse parlée, écrite (périodique ou quotidienne) ou télévisée.

Cette expérience utile est prouvée par une attestation signée par le responsable de ces établissements et ou par des publications ou des réalisations spécifiques.

7° Pour la fonction d'attaché chargé du contrôle et de la coordination des activités de promotion et de diffusion artistiques :

Par le temps passé :

a) à assumer la gestion et/ou la coordination des activités culturelles et/ou artistiques dans un service public ou un organisme de notoriété, subventionné par la Communauté française;

b) à exercer une fonction analogue à celle d'un réviseur d'entreprise telle qu'elle est définie à l'article 3 de la loi du 22 juillet 1953 créant un Institut des Réviseurs d'Entreprises;

c) dans un organisme de recherche subventionné par un pouvoir public et y avoir rempli un mandat de recherche en relation directe avec la promotion et la diffusion artistiques.

Cette expérience utile est prouvée par une attestation signée par le responsable de l'organisation où le candidat a exercé ses fonctions.

8° Pour la fonction d'inspecteur pour la culture :

Par le temps passé :

a) dans l'exercice de fonctions dirigeantes au plan communautaire dans des organisations de jeunesse, des organisations d'éducation permanente des adultes, des organisations de promotion socio-culturelle des travailleurs;

b) comme dirigeant ou animateur de centre de jeunes, et centre d'expression et de créativité, de maison de la culture, de foyer culturel;

c) comme bibliothécaire responsable d'un service de lecture publique et justifier d'une ouverture pratique et active en matière d'éducation permanente;

d) dans l'exercice d'une mission socio-culturelle sous la responsabilité des Services de l'Exécutif de la Communauté française.

Les fonctions reprises sous les points a et c doivent avoir été exercées dans des institutions reconnues ou subventionnées par la Communauté française.

9° Pour la fonction d'inspecteur de l'éducation physique, des sports et de la vie en plein air :

Par le temps passé :

a) dans un établissement d'enseignement de l'Etat ou subventionné par lui, en qualité de membre du personnel enseignant chargé du cours d'éducation physique;

b) à l'administration de l'éducation physique, des sports et de la vie en plein air, dans une fonction rémunérée et comportant des prestations complètes, c'est-à-dire, dont l'horaire est tel qu'elles absorbent totalement une activité professionnelle normale ou comme responsable de l'organisation et chargé d'un cours de formation de cadre du niveau d'aide-moniteur au moins ou dans tout autre établissement dont les cours sont reconnus par elle ou comme titulaire d'une fonction de moniteur, d'aide moniteur ou conseiller technique;

c) dans un groupement sportif ou de plein air, affilié à une fédération sportive, comme titulaire d'une fonction de moniteur ou d'entraîneur ou en qualité d'élite sportive.

L'expérience utile relative à cette fonction est prouvée par :

a) en ce qui concerne les prestations reprises sub a) : une attestation établie par le pouvoir organisateur dont relève l'établissement d'enseignement concerné;

b) en ce qui concerne les prestations reprises sub b) : une attestation établie par l'Administration de l'éducation physique, des sports et de la vie en plein air;

c) en ce qui concerne les prestations reprises sub c) : une attestation établie par la fédération.

10° Pour la fonction de conseiller-adjoint — Service de la jeunesse de la Direction générale de la Culture :

Par le temps passé dans l'exercice de fonctions comme dirigeant ou animateur, exercées au plan communautaire, national ou international dans des organisations de jeunesse reconnues ou subventionnées par la Communauté française.

L'expérience utile relative à ces fonctions est prouvée par une attestation signée par le responsable de ces organisations et le cas échéant par des publications ou des réalisations spécifiques.

Art. 2 Le Ministre-Président de l'Exécutif qui a le personnel dans ses attributions décide si les prestations reprises à l'article 1er contribuent à assurer la formation en rapport avec la fonction à conférer sur avis de la Commission visée à l'article 4 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 1er mars 1984 précité.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 11 juillet 1984.

Bruxelles, le 11 juillet 1984.

Pour l'Exécutif de la Communauté française,

Le Ministre-Président,

Ph. MOUREAUX

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAP

N. 84 — 1753

11 JULI 1984. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de regels volgens dewelke de nuttige ervaring wordt bepaald bedoeld bij artikel 3, § 2, van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 1 maart 1984 houdende sommige statutaire bepalingen betreffende de gespecialiseerde ambten binnen de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap

Wij, Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 26 januari 1982 houdende het reglement van haar werking, zoals het werd gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 1 maart 1984 houdende sommige statutaire bepalingen betreffende de gespecialiseerde ambten binnen de diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap, inzonderheid het artikel 3, § 2;

Gelet op het advies van de Bestuursraad;

Gelet op het advies van de Syndicale Raad van Advies van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid het artikel 3, § 1, gewijzigd door de gewone wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid om in de kortst mogelijke tijd over te gaan tot de aanwerving van beambten in het kader van de gespecialiseerde ambten,

Besluiten :

Artikel 1. De nuttige ervaring bedoeld bij artikel 3, § 2, van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 1 maart 1984 houdende sommige statutaire bepalingen betreffende de gespecialiseerde ambten binnen de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap, bestaat uit :

1^o Voor het ambt van attaché bij het kunstpatrimonium :I. *Licentiaat in de kunstgeschiedenis en oudheidkunde*

De tijd doorgebracht :

- a) in een administratief ambt met rechtstreekse betrekking tot de bescherming van het kunstpatrimonium;
- b) in hoedanigheid van wetenschappelijk medewerker bij de Administratie van het kunstpatrimonium of in een wetenschappelijke instelling van de Franse Gemeenschap of van het Rijk;
- c) in een museum of in een wetenschappelijke instelling van de Franse Gemeenschap of van het Rijk, of door hen gesubsidieerd en er een ambt vervuld hebben van museologische of opvoedkundige aard;
- d) in een vorsingsinstelling behorend tot een openbaar bestuur of door deze gesubsidieerd en er een mandaat vervuld hebben met rechtstreekse betrekking tot de bescherming van het kunstpatrimonium;
- e) met de uitwerking van een doctoraatsthesis in de kunstgeschiedenis en de oudheidkunde houdende de problemen van de museologie of de bouwkunstgeschiedenis, op voorwaarde houder te zijn van een doctorstitel.

II. *Ingenieur - Architect*

De tijd doorgebracht :

- a) in activiteiten met rechtstreekse betrekking tot de bescherming van het kunstpatrimonium;
- b) in hoedanigheid van wetenschappelijk medewerker bij de Administratie van het kunstpatrimonium of in een wetenschappelijke instelling van de Franse Gemeenschap of van het Rijk;
- c) in studiewerken of in de opbouw van ontwerpen toegewijd aan de bescherming van het kunstpatrimonium of in een culturele instelling en uitgevoerd voor rekening van de Administratie van het kunstpatrimonium.

III. *Architect*

De tijd doorgebracht :

- a) in activiteiten met rechtstreekse betrekking tot de bescherming van het kunstpatrimonium;
- b) in hoedanigheid van technisch medewerker bij de Administratie van het kunstpatrimonium of in een wetenschappelijke instelling van de Franse Gemeenschap of van het Rijk;
- c) in studiewerken of in de opbouw van ontwerpen toegewijd aan de bescherming van het kunstpatrimonium en uitgevoerd voor rekening en met het akkoord van de Administratie van het kunstpatrimonium of van een andere administratie.

De nuttige ervaring betreffende dit ambt wordt bewezen door een attest getekend door de verantwoordelijke van de administratie, van de instelling of van de inrichting waar de kandidaat zijn diensten gepresteerd heeft, bij gebrek door publicaties of specifieke verwezenlijkingen.

2^o Voor het ambt van literair attaché :

De tijd doorgebracht :

- a) in hoedanigheid van literair criticus voor de gesproken, geschreven (krant of tijdschrift) of geteleviseerde pers;
- b) bij literaire creaties;
- c) in het waarnemen van bestuursfuncties bij een algemeen bekende literaire instelling, erkend of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;
- d) met de uitwerking van een doctoraatsthesis op het gebied van de literatuur op voorwaarde houder te zijn van de doctorstitel.

Deze nuttige ervaring wordt bewezen door een attest getekend door de verantwoordelijke van deze organisaties en of door publicaties of specifieke verwezenlijkingen.

3^o Voor het ambt van toneelattaché :

De tijd doorgebracht :

- a) in hoedanigheid van toneelcriticus voor de gesproken, geschreven (krant of tijdschrift) of geteleviseerde pers;
- b) bij toneelcreaties;
- c) in het waarnemen van bestuursfuncties bij een algemeen bekende instelling voor toneelbevordering, erkend of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;
- d) met de uitwerking van een doctoraatsthesis op toneelgebied, op voorwaarde houder te zijn van de doctorstitel.

4^o Voor het ambt van attaché voor de bevordering van de beeldende kunsten :

De tijd doorgebracht :

- a) met de uitoefening van activiteiten betreffende de hedendaagse beeldende kunsten in algemeen bekende openbare of private instellingen, erkend of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;
- b) met verwezenlijkingen en met publicaties toegewijd aan de beeldende kunsten van de hedendaagse periode.

Deze nuttige ervaring wordt bewezen door een attest getekend door de verantwoordelijke van deze organisaties en of door publicaties of specifieke verwezenlijkingen.

5^o Voor het ambt van attaché voor de muziekbevordering :

De tijd doorgebracht :

- a) in hoedanigheid van professor van muziekstukken voor fuga, contrapunt of analyse in een instelling van muziekonderwijs ten laste van de begroting van de Franse Gemeenschap of door haar gesubsidieerd;
- b) met de uitoefening van verantwoordelijkheden op bestuursniveau of van muzikale programmatie in algemeen bekende instellingen met doorlopende of seizoengebonden activiteiten, afhankelijk, erkend of gesubsidieerd door het Rijk of de Franse Gemeenschap;
- c) als muziekcriticus in de gesproken, geschreven (krant of tijdschrift) of geteleviseerde pers;
- d) met de uitwerking van een doctoraatsthesis in musicologie op voorwaarde houder te zijn van een doctorstitel.

Deze nuttige ervaring wordt bewezen door een attest getekend door de verantwoordelijke van deze instellingen of inrichtingen en of door publicaties of specifieke verwezenlijkingen.

6^o Voor het ambt van attaché voor de filmbevordering :

De tijd doorgebracht :

- a) met activiteiten in hoedanigheid van beroepsproducent op filmgebied in een overheidsdienst of in algemeen bekende private instellingen, erkend of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;
 - b) in hoedanigheid van filmcriticus voor de gesproken, geschreven (tijdschrift of krant) of geteleviseerde pers.
- Deze nuttige ervaring wordt bewezen door een attest getekend door de verantwoordelijke van deze instellingen en of door publicaties of specifieke verwezenlijkingen.

7^o Voor het ambt van attaché belast met het toezicht en de coördinatie van de activiteiten voor kunstbevordering en verspreiding :

De tijd doorgebracht :

- a) in het waarnemen van het beheer en/of de coördinatie van de culturele en/of artistieke activiteiten in een overheidsdienst of algemeen bekende instellingen, door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd;
 - b) in de uitoefening van soortgelijke functie als deze van bedrijfsrevisor zoals dit werd bepaald bij artikel 3 van de wet van 22 juli 1953 tot oprichting van een Instituut voor Bedrijfsrevisoren;
 - c) in een vorsingsinstelling gesubsidieerd door een openbaar bestuur en er het mandaat vervuld hebben van navorsing met rechtstreekse betrekking tot de kunstbevordering en -verspreiding.
- Deze nuttige ervaring wordt bewezen door een attest getekend door de verantwoordelijke van de organisatie waar de kandidaat zijn functies heeft uitoefend.

8^o Voor het ambt van inspecteur voor de cultuur :

De tijd doorgebracht :

- a) met de uitoefening van leidende functies op het gemeenschappelijke vlak in jeugdorganisaties, organisaties van permanente vorming van de volwassenen, organisaties van socio-culturele bevordering van de arbeiders;
- b) als leider of animator van een jeugdcentrum, en van uitdrukkings- en creativiteitscentrum, van een cultuurtehuis, van een cultuurcentrum;
- c) als bibliothecaris verantwoordelijk voor een Dienst van de Openbare Lectorvoorziening en een actieve en praktische openheid rechtvaardigen inzake de permanente vorming;
- d) met de uitoefening van een socio-culturele opdracht onder de verantwoordelijkheid van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap.

De functies die voorkomen bij alinea a en c moeten zijn uitgeoefend in de door de Franse Gemeenschap erkende of gesubsidieerde instellingen.

9^o Voor het ambt van inspecteur van lichamelijke opvoeding, sport en openluchtlevens :

De tijd doorgebracht :

- a) in een instelling van het Rijksonderwijs of door hem gesubsidieerd, in hoedanigheid van onderwijzend personeelslid belast met de cursus van lichamelijke opvoeding;

b) bij de administratie van lichamelijke opvoeding, sport en openluchtlevens, in een bezoldigde functie en uit volledige prestaties bestaand, 't is te zeggen, waarvan de uurrooster zo is ingedeeld dat hij een totale en normale beroepsactiviteit in beslag neemt of als verantwoordelijke van de organisatie en belast met een opleidingskursus van minstens het kaderniveau van hulpmonitor of in elke andere instelling waarvan de kursussen door haar erkend zijn of als titularis van een functie van monitor, hulpmonitor of technisch adviseur;

c) in een sport- of openluchtgroepering, aangesloten bij een sportfederatie, als titularis van een functie van monitor of trainer of in hoedanigheid van keursportbeoefenaar.

De nuttige ervaring betreffende deze functie wordt bewezen door :

a) voor wat betreft de prestaties die voorkomen bij sub a) : een attest door de organiserende macht opgesteld waarvan de betrokken onderwijsinstelling afhangt;

b) voor wat betreft de prestaties die voorkomen bij sub b) : een attest door het Bestuur van lichamelijke opvoeding, sport en openluchtlevens opgesteld;

c) voor wat betreft de prestaties die voorkomen bij sub c) : een attest door de federatie opgesteld.

10° Voor het ambt van adjunct-adviseur — Jeugdendienst van de Algemene Directie van de Cultuur :

De tijd doorgebracht in de uitoefening van functies als leider of animator, op gemeenschappelijk, nationaal of internationaal vlak uitgeoefend in jeugdorganisaties erkend of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

De nuttige ervaring betreffende deze functies wordt bewezen door een attest getekend door de verantwoordelijke van deze organisaties en eventueel door publicaties of specifieke verwezenlijkingen.

Art. 2. De Minister-Voorzitter van de Executieve tot wiens bevoegdheid het personeel behoort beslist of de prestaties die voorkomen bij artikel 1 er toe bijdragen de vorming te verzekeren in overeenstemming met het toe te kennen ambt na advies van de Commissie bedoeld bij artikel 4 van het hogervermelde besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 1 maart 1984.

Art. 3. Dit besluit treedt op 11 juli 1984 in werking.

Brussel, 11 juli 1984.

Voor de Executieve van de Franse Gemeenschap,
De Minister-Voorzitter,
Ph. MOUREAUX

ANDERE BESLUITEN

MINISTERIE VAN JUSTITIE

Rechterlijke Orde

Bij koninklijk besluit van 13 september 1984 is benoemd tot adjunct-secretaris bij het parket van de procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Doornik, de heer Menart, Y., eerstaanwezend klerk-secretaris bij dit parket.

MINISTERIE VAN OPENBARE WERKEN

Personeel. — Benoemingen. — Ontslagverlening

Bij koninklijk besluit van 2 augustus 1984 is de heer Martin, Jean-Pierre, met ingang van 1 juni 1984, tot informaticus benoemd.

Bij koninklijk besluit van 10 augustus 1984 is de heer Jeunehomme, Philippe, eerste technisch ingenieur, met ingang van 1 juli 1984, tot industrieel ingenieur benoemd.

Bij koninklijk besluit van 2 augustus 1984 is de heer Van den Hove, Daniel, met ingang van 1 mei 1984, tot bestuurssecretaris benoemd.

Bij koninklijk besluit van 2 augustus 1984 is aan de heer Van Wambeke, Albert, met ingang van 1 november 1984, eervol ontslag uit zijn ambt van eerstaanwezend griffier bij de vergoedingscommissie verleend.

Rijkswegen. — Indeling bij de gemeentewegen

Bij koninklijk besluit van 23 mei 1984 is een rijkswegvak, gelegen op het grondgebied van de stad Doornik (Marquain), bij de gemeentewegen aldaar ingedeeld (plan nr. H.A8.F18-30).

AUTRES ARRÊTÉS

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Ordre judiciaire

Par arrêté royal du 13 septembre 1984 est nommé secrétaire adjoint au parquet du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Tournai, M. Menart, Y., commis-secrétaire principal à ce parquet.

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS

Personnel. — Nominations. — Démission

Par arrêté royal du 2 août 1984, M. Martin, Jean-Pierre, est nommé au grade d'informaticien, à partir du 1er juin 1984.

Par arrêté royal du 10 août 1984, M. Jeunehomme, Philippe, ingénieur technicien principal, est nommé au grade d'ingénieur industriel, à partir du 1er juillet 1984.

Par arrêté royal du 2 août 1984, M. Van den Hove, Daniel, est nommé au grade de secrétaire d'administration, à partir du 1er mai 1984.

Par arrêté royal du 2 août 1984, démission honorable de ses fonctions de greffier principal à la commission d'indemnisation est accordée à M. Van Wambeke, Albert, à partir du 1er novembre 1984.

Routes de l'Etat. — Incorporation à la voirie communale

Un arrêté royal du 23 mai 1984 porte incorporation à la voirie communale d'un tronçon de route de l'Etat, situé sur le territoire de la ville de Tournai (Marquain) (plan n° H.A8.F18-30).